

NOUS, QUI VIVONS DANS LES PYRÉNÉES, NOUS ADOPTONS CE MANIFESTE :

1) - Depuis des centaines d'années **les éleveurs et les habitants de ces montagnes ont modelé le paysage** : vallées dessinées par les prés, forêts façonnées depuis des temps immémoriaux par le travail anonyme de nos ancêtres. Ils nous ont légué cet héritage : une biodiversité qui est le **fruit de la culture pastorale, et du travail des femmes et des hommes de ces montagnes.**

2) - Dans le premier Manifeste des Pyrénées, signé à Vielha le 31 mars 2006, nous avons déjà dénoncé les plans de réintroduction de l'ours et autres grands prédateurs qui nous ont été **imposés sans aucune concertation, ni le moindre respect pour la volonté des habitants de ces vallées.**

Depuis leur lancement en 1996, ces plans ont entraîné la réintroduction d'espèces animales qui ont affecté gravement l'activité dans ces montagnes. Ce faisant, on a oublié de prendre les mesures réelles et concrètes pour assurer la survie de secteurs d'activité qui sont, eux, aujourd'hui, les grands menacés de disparition dans les Pyrénées.

3) - Aux portes du XXI^e siècle, à l'entrée du troisième millénaire, nous, habitants des Pyrénées, nous manifestons notre ferme conviction de vouloir **continuer à exister dans des montagnes** où l'homme, comme il l'a fait pendant des siècles, occupera toute sa place dans un projet de vie digne et respectable. **Nous ne voulons pas disparaître.**

4) - Nous voulons continuer à œuvrer à la conservation de nos montagnes, mais **nous voulons que cette conservation soit aussi celle de notre façon de vivre, celle de notre culture et de nos traditions.** Car en effet, sans la présence active de leurs habitants, de leurs éleveurs, de leurs troupeaux, de leur culture, les Pyrénées seraient irrémédiablement conduites à perdre leurs caractéristiques essentielles.

5) - Depuis des temps immémoriaux, là où on trouvait un berger et son troupeau, le loup et l'ours sont arrivés. Mais jusqu'à l'apparition de l'actuelle législation moderne de l'environnement, **les bergers ont toujours su et pu défendre leurs bêtes contre les attaques des ours et des loups.** Les règles actuelles nous laissent les mains liées pour contrer ces attaques, et le paiement des dommages, unique alternative que l'Administration Publique nous propose, ne peut devenir une solution définitive. Si son action se limite simplement au paiement des dommages, alors l'Administration aura contribué à transformer l'ours et le loup en prédateurs exclusifs des troupeaux.

D'autre part, les incessants dommages de ces grands prédateurs sur le bétail, non seulement déstructurent les troupeaux et rendent invivable le travail pastoral du berger, mais ils découragent les éleveurs. **Aussi nous demandons que l'Etat français et ses complices des gouvernements espagnol, catalan et andorran, mettent un terme à ces programmes de réintroduction de grands prédateurs,** car ils sont incompatibles avec notre élevage extensif.

6) - Pour exister, les Pyrénées ont besoin de leurs éleveurs et de leurs habitants, elles doivent alors continuer à être une montagne vivante, dynamique, capable d'intégrer la modernité sous tous ses aspects.

Transformer les Pyrénées en un sanctuaire de quelques espèces animales en éradiquant des montagnes bergers et activités humaines, est **une agression contre toute une culture vieille de milliers d'années qui a contribué à ce qu'un équilibre s'établisse assurant la biodiversité de la flore.** Cette culture a créé les **pâturages et les paysages** qui, aujourd'hui, permettent le développement d'une industrie touristique devenue vitale pour de nombreux secteurs économiques de nos territoires.

7) - En ce début de XXI^e siècle, après des décennies d'oubli, alors que l'ensemble de nos sociétés modernes montre de l'intérêt pour des modes de production agroalimentaire plus sains, **les Pyrénées offrent la possibilité de produire ces aliments de qualité,** à partir d'une relance de leurs races autochtones, de leurs produits, et de leurs savoirs.

Nous savons entretenir nos forêts, nos prés, éviter l'embroussaillage qui prolifère et génère les incendies, nous voulons continuer à le faire pour maintenir nos montagnes et nos pâturages

d'altitude dans de bonnes conditions, **et pour cela nous demandons l'appui des Administrations publiques.**

8) – Comme nous l'avons prouvé pour la préservation d'autres espèces, nous nous sommes toujours impliqués dans la conservation de la montagne, depuis toujours cette attitude caractérise notre façon de vivre.

Mais nous ne voulons pas vivre en permanence comme de simples survivants. Nous voulons, dans les Pyrénées, un avenir pour nos enfants. Nous voulons continuer à voir des éleveurs et des troupeaux, **mais pas dans les conditions actuelles d'abandon ni avec le manque de considération dont nous sommes l'objet.**

Nous voulons contribuer à maintenir vivantes et à conserver les Pyrénées, parce que, plus que tout, c'est le paysage de nos ancêtres et, aujourd'hui, le nôtre.

POUR CELA, NOUS VOULONS ET NOUS DEMANDONS :

1) – Nous voulons et demandons que les Administrations publiques utilisent les ressources publiques pour mettre en œuvre des projets garantissant la présence des éleveurs et des activités traditionnelles dans nos montagnes, en tenant compte des facteurs sociaux et humains qui en dépendent.

2) – Nous voulons et demandons qu'à l'avenir les principes de la biodiversité soient abordés dans une perspective globale de la réalité de nos montagnes, en tenant compte des facteurs environnementaux, sociaux, et économiques, afin d'assurer un développement durable sous tous ses aspects, et pas uniquement sous l'angle d'espèces emblématiques.

3) – Nous voulons et demandons qu'au lieu des groupes de travail spécialisés « ours et loups », soit créé un groupe de travail qui envisage comme une totalité le problème de la conservation de nos montagnes : en tenant compte des aspects environnementaux, économiques, professionnels, et sociaux ; en associant des chercheurs et spécialistes de ces divers domaines et des acteurs représentatifs de l'ensemble du territoire.

4) – Nous voulons et demandons que, compte tenu de l'échec social du programme Life, les Administrations responsables récréent dans nos montagnes les conditions qui prévalaient avant le début des opérations initiées en 1996, afin que, de façon définitive, soient écartés les effets négatifs qui pèsent actuellement sur nos économies et sur le développement durable de nos territoires.

Institutions publiques, représentants élus des populations, éleveurs, groupements économiques et associations, signataires de ce manifeste, nous le portons devant les diverses autorités de l'Union Européenne, de l'Etat espagnol, de l'Etat français, de la Généralité de Catalogne, du Gouvernement d'Andorre, et devant toutes les personnes et institutions concernées.

Fait à Le

Les signataires.